
Genève, 20 novembre-8 décembre 2006

Point 10 de l'ordre du jour provisoire

Adoption de l'ordre du jour

**Examen du fonctionnement de la Convention,
conformément à son article XII**

CODES DE CONDUITE DES SCIENTIFIQUES

Document présenté par le Royaume-Uni

Introduction

1. Le Foreign and Commonwealth Office a organisé le 26 octobre 2006 un séminaire pour faire connaître aux scientifiques appartenant aux milieux universitaires et gouvernementaux les résultats des Réunions de 2005 des États parties à la Convention sur les armes biologiques ou à toxines. M. Kim Howells, député et Ministre d'État aux affaires étrangères et du Commonwealth, a ouvert ce séminaire. Plus de 70 scientifiques appartenant à un large éventail d'institutions universitaires, de sociétés savantes et de laboratoires publics y ont participé. Plusieurs exposés ont été faits pour faciliter le débat. Les participants ont tout d'abord été informés des réunions internationales des États parties à la Convention tenues en 2005. Un représentant du Biotechnology and Biological Sciences Research Council (BBSRC) a ensuite fait une communication sur la politique commune arrêtée par le Wellcome Trust, le Medical Research Council (MRC) et le BBSRC sur la gestion des risques d'utilisation abusive des résultats des travaux de recherche financés par des dons. Un exposé a aussi été fait par un représentant de la Health Protection Agency (HPA) sur ses «Principes de bonnes pratiques scientifiques», présentés à titre d'exemple.

Déroulements du séminaire

2. Les participants ont procédé à un utile échange de vues sur des questions telles que les suivantes: question du double usage dans le domaine des sciences biologiques et difficultés rencontrées pour faire en sorte que la science ne fasse pas l'objet d'une utilisation abusive; intérêt et état des codes de conduite; mesure dans laquelle les étudiants connaissent actuellement la Convention.

3. Les points essentiels du débat relevaient de deux thèmes principaux:

a) Efforts faits pour favoriser une culture dans le cadre de laquelle les scientifiques examinent les risques d'utilisation abusive de leurs travaux, par exemple:

- i) En renforçant la sensibilisation dans le cadre de l'éducation, éventuellement grâce à des programmes d'initiation, y compris l'établissement de matériaux pédagogiques normalisés et un programme permanent de sensibilisation; en outre, formation à l'évaluation des risques d'utilisation abusive de la science;
 - ii) En encourageant ceux qui financent la recherche à mettre au point un processus de gestion des risques que les travaux qu'ils financent ne donnent lieu à une utilisation abusive, conformément à l'exemple que constitue la politique et les processus Wellcome Trust/MRC/BBSRC;
 - iii) En examinant non seulement les avantages, mais aussi les risques liés à la publication de travaux pouvant faire l'objet d'une utilisation abusive, en étant conscient des problèmes que peut présenter la diffusion d'informations libres d'accès via Internet;
 - iv) En sensibilisant davantage à ces questions les étudiants, tant du Royaume-Uni que d'ailleurs, et en assurant une sélection appropriée.
- b) Questions relatives à l'application des codes de conduite, dont les suivantes:
- i) Délais parfois longs pour mettre au point et appliquer des codes;
 - ii) Probable augmentation du nombre de codes à l'avenir;
 - iii) Possibilité de tirer des enseignements des travaux réalisés sur les codes dans le contexte de la Convention sur les armes chimiques.

Conclusions

4. Les participants ont conclu que le séminaire avait été très utile. Il était impératif de rester activement saisi de la question et d'en débattre. Il était encourageant de savoir qu'il y avait consensus pour dire que des codes de conduite étaient utiles pour autant qu'ils soient intégrés dans les systèmes existants et à la fois applicables et adaptés aux besoins. La question n'était pas tant de savoir s'il fallait des codes, mais plutôt comment il fallait avancer dans ce domaine. Il y avait consensus pour dire que les scientifiques étaient sur la bonne voie, mais qu'il restait encore à faire pour que les progrès se poursuivent. En outre, les pouvoirs publics pourraient jouer un certain rôle dans la production de matériaux pédagogiques adaptés, mais le processus de sensibilisation et de formation dans la communauté scientifique ne devrait pas être dirigé par les pouvoirs publics au Royaume-Uni.

5. Il était encourageant de constater que la communauté scientifique du Royaume-Uni tenait à contribuer au débat international sur cette question. De fait les participants ont estimé qu'il serait utile de soulever cette question dans les organisations internationales de professionnels des sciences biologiques. Au Royaume-Uni, un organisme-cadre, la Biosciences Federation, avait été établi pour chapeauter toutes les disciplines relatives aux sciences biologiques. L'espoir a été formulé que cet exemple serait suivi à l'échelle internationale.

6. Il était intéressant de noter que si nombre des points examinés et les thèmes qui étaient abordés étaient familiers grâce aux réunions tenues au titre de la Convention en 2005 et aux activités engagées par le Royaume-Uni pour préparer ces réunions, les participants étaient pour une large part différents de ceux avec lesquels il y avait eu collaboration auparavant. C'était un signe encourageant de plus qui montrait que les travaux allaient dans la bonne direction et étaient largement applicables aux scientifiques.

7. Enfin, les participants ont jugé qu'il serait utile de tenir à nouveau un séminaire l'année prochaine, en y associant éventuellement des partenaires internationaux.
